

## Le Burkina Faso face au nouveau « front djihadiste » de l'est

Un prêtre italien enlevé au Niger se trouverait au Burkina voisin, où les attaques se multiplient

L'enlèvement d'un prêtre missionnaire italien, lundi 17 septembre au soir, dans un village situé à 125 km au sud-ouest de Niamey, est évidemment une mauvaise nouvelle pour les autorités nigériennes, déjà confrontées, plus au nord, aux débordements des groupes djihadistes opérant de part et d'autre de la frontière avec le Mali. C'est surtout une très mauvaise nouvelle pour le Burkina Faso voisin, qui voit apparaître, depuis quelques mois, dans sa partie orientale, un nouveau « front djihadiste », selon les mots employés par les services de sécurité burkinabés.

Les ravisseurs de Pier Luigi Maccalli sont arrivés en moto du Burkina Faso, tout proche du village de Bamouanga où résidait le prêtre, avant d'y retourner avec leur otage. L'est du Burkina semble échapper au contrôle de Ouagadougou. Le 15 septembre, neuf personnes y ont été tuées dans une double attaque. Un mois plus tôt, sept membres des forces de défense et de sécurité (FDS) avaient perdu la vie dans l'explosion d'un engin improvisé au passage de leur véhicule. Fin juillet, cinq militaires et un civil avaient péri dans des circonstances analogues.

A ce jour, ces attaques n'ont pas été revendiquées. A la différence de celles, hautement symboliques, du 3 mars à Ouagadougou contre l'ambassade de France et l'état-major de l'armée burkinabée, dont le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaïda) avait clamé la responsabilité. « L'identité des groupes agissant dans l'est du Bur-

*kina Faso demeure mystérieuse, confie une source diplomatique française. Le processus d'identification est en cours. »*

### « Une cible plus facile »

La question se pose de savoir si ces combattants étaient préalablement dans le nord, d'où ils seraient partis sous la pression des opérations militaires conduites dans la région des trois frontières (Mali, Niger, Burkina Faso) par les Français de « Barkhane » et la force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S), ou s'il s'agit d'un nouveau groupe.

Dans un entretien publié le 5 septembre sur *Le Monde Afrique*, Mahamoudou Savadogo, chercheur au Centre de recherches pour le développement international, avançait une hypothèse mêlant les deux éléments. Selon lui, « certains militants de l'Etat islamique au Grand Sahara [EIGS] se seraient repliés dans l'est du Burkina ». « La cellule s'est formée en s'appuyant sur des chefs influents des communautés locales. Ses leaders seraient des fils de dignitaires de la région, radicalisés après un séjour au Mali », ajoutait cet ancien gendarme.

D'où qu'ils viennent, ces groupes prospèrent dans une région forestière et peu peuplée, abandonnée par l'Etat, notamment sur le plan sécuritaire. Cette zone frontalière du Togo, du Niger et du Bénin se trouve également dans un angle mort de « Barkhane » et de la FC-G5S, dont les yeux et les armes sont tournés plus au nord. L'insuffisance de la riposte militaire burkinabée ne concerne pas que la région orientale. A tel point que la France et les Etats-Unis – qui

disposent de bases dans le pays et sont engagés dans des programmes de formation de militaires locaux – tirent la sonnette d'alarme.

« Il y a de nouvelles alertes terroristes dans l'est, et nous nous inquiétons de la faiblesse de la réponse des autorités », confie une source diplomatique française. L'armée et les services de sécurité ne se sont pas encore relevés de la chute du président Blaise Compaoré, en octobre 2014. Le Régiment de sécurité présidentielle a ainsi été démantelé. Et cette élite des forces spéciales burkinabées n'a jamais été remplacée.

« La faiblesse de l'appareil sécuritaire burkinabé est peut-être l'une des raisons pour lesquelles le pays est devenu une cible plus facile », notait au mois de mars Rinaldo Depagne, directeur du projet Afrique de l'Ouest au sein du groupe de réflexion International Crisis Group. Longtemps, pourtant, le Burkina Faso a été épargné par les violences qui déstabilisaient le Mali et le Niger voisins. Mais en deux ans, trois attaques contre la capitale ont provoqué la mort d'une soixantaine de personnes, et la situation dans le nord ne cesse de se détériorer.

Le 8 septembre, le chef de l'Etat, Roch Marc Christian Kaboré, a promis de nouvelles « dispositions sécuritaires pour éradiquer le fléau du terrorisme ». Une déclaration qui n'a pas convaincu tout le monde. « On sent les autorités dépassées par les événements. Elles n'étaient pas préparées à ça », commente une source française. L'interdiction de la circulation nocturne des motos dans l'est du pays, instaurée mercredi, semble ainsi dérisoire. ■

CHRISTOPHE CHATELOT